

la Vérité

ORGANE DE L'OPPOSITION COMMUNISTE

N° 18. — 10 Janvier 1930

Hebdomadaire

Prix : 0 fr. 50

Prospérité à la Tardieu Police et diplomatie

Eh bien, on n'a pas tardé à la voir, la prospérité de Tardieu. Il l'annonçait de la tribune de la Chambre, il y a deux mois en présentant son équipe, jonglant avec les millions, exposant un plan « quinquennal » de grands travaux ; les députés en bâillaient d'admiration : de l'or pour tout le monde tombait de la tribune parlementaire.

A la réflexion, les adversaires du cabinet s'efforcèrent de montrer qu'il y avait beaucoup de vent dans les promesses ministérielles et qu'à sa place ils auraient fait beaucoup mieux.

Ils avaient tort. Tardieu n'est ministre que depuis deux mois et on peut déjà constater des résultats tangibles. Seulement ce ne sont pas tout à fait ceux qu'il avait fait miroiter.

Qu'est-ce qu'il nous a laissé tomber comme étrennes, le grand ministre réalisateur ! Depuis le 1er janvier, tout est plus cher pour les ouvriers de la région parisienne. Pour l'eau, le gaz, l'électricité, on s'en apercevra avec la prochaine quittance. Mais pour les transports on s'en aperçoit déjà tous les jours. Au point que les journalistes les plus serviles sont obligés de protester. Leur grand ministre les paie peut-être très bien. Seulement il les ridiculise. Car devant cette brusque poussée de vie chère, le mécontentement est très vif et les lecteurs auxquels ils ont bourré le crâne ne comprennent plus : ils veulent des explications.

Cette poussée vient trop tôt et dérange tous les plans. Si elle ne s'était produite qu'en février, l'explication était simple et il y avait un argument tout prêt : c'est la faute aux assurances sociales. Mais nous ne sommes qu'en janvier, il n'y a pas encore d'assurances sociales et le coût de la vie fait un bond. Or depuis plusieurs mois l'index des prix de gros est en baisse ; les prix de détail ne suivent jamais immédiatement mais ils finissent par suivre, après un temps relativement court. Cette fois, les prix de détail demeurent insensibles à la baisse des prix de gros ; ils se permettent même de grimper. Mauvaise entrée dans l'ère de prospérité.

Laissons Tardieu, ses économistes, ses journalistes, expliquer ces phénomènes de « prospérité », veillons seulement à les empêcher de dériver le mécontentement présent dans des voies sans issue. Pour nous, toute poussée de vie chère est une entaille faite au salaire et elle n'appelle qu'une riposte : la lutte accrue et généralisée pour une hausse des salaires.

Selon les dirigeants de la C.G.T. Lafayette, la stabilisation de la monnaie devait être profitable à la classe ouvrière. Quand Poincaré la réalisa, ils triomphèrent : enfin, un des points de leur programme de réalisations — car eux aussi ils se vantent comme Tardieu, d'être des réalisateurs — était acquis. Ils sont les meilleurs défen-

seurs de l'Etat bourgeois ; c'est pourquoi ils trahissent constamment les intérêts de la classe ouvrière. La stabilisation du franc n'a même pas stabilisé les salaires au taux où ils étaient quand elle a été effectuée, car depuis cette époque, le coût de la vie n'a cessé d'augmenter, augmentation lente mais continue qui a fait passer le coefficient d'augmentation de cinq à sept par rapport aux prix d'avant-guerre.

C'est dans ces conditions que le Parlement n'a même pas accordé aux fonctionnaires le traitement de base de 9.000 fr. qui était le rajustement selon le coefficient cinq. 8.500 francs c'est bien assez, a dit Chéron. Accorder les 9.000 eût entraîné une dépense de 150 millions — une paille dans un budget de 50 milliards dont plus du tiers est absorbé par les dépenses de guerre, après la victoire, après la guerre qui allait tuer la guerre, selon Jouhaux et Renaudel.

Quand on écrira l'histoire du mouvement ouvrier français dans les années qui ont suivi la guerre, il faudra intituler un chapitre : les occasions perdues. On se demandera comment, dans des circonstances particulièrement favorables pour l'industrie française, les ouvriers n'ont pas su arracher des salaires au moins équivalents aux salaires d'avant-guerre. Aujourd'hui, la situation est moins bonne puisque les prix français tendent à rejoindre les prix mondiaux et que la concurrence sur les marchés va devenir plus âpre. Les « réalisateurs » réformistes trahiront de nouveau en invoquant cette fois l'« intérêt de l'industrie ». Ce n'est pas par hasard que le filic Fiancette est un des principaux artisans de l'augmentation particulièrement scandaleuse des tarifs de la S.T.C.R.P. Mais les salaires des ouvriers français sont encore les plus bas salaires des grands pays d'Europe, ils sont inférieurs aux salaires allemands et aux salaires anglais, et si les dirigeants de la C.G.T.U. veulent laisser de côté leur arsenal de mots d'ordre stupides, la création de comités fantômes pour mener purement et simplement la lutte pour une hausse générale des salaires, la préparer et la poursuivre avec méthode et persévérance, ils auront là une occasion nouvelle de rassembler ouvriers et fonctionnaires, de renflouer les effectifs des syndicats unitaires — ils en ont grand besoin — de grouper autour d'eux les masses que depuis des années ils appellent vainement. S'ils ne le comprennent pas d'eux-mêmes, c'est aux ouvriers du rang qu'il incombe de le leur faire comprendre.

La politique de Tardieu, on la connaît. De quelque nom qu'elle s'affuble, c'est la politique du requin.

Nous avons, avec la lutte pour les salaires, une possibilité de lui barrer la route. Et ce premier succès permettrait de préparer d'autres victoires.

Les journaux italiens commentent favorablement l'opération exécutée par la police française contre les conspirateurs antifascistes italiens. « Cette opération, écrit le Popolo di Roma, facilitera le rapprochement franco-italien désiré. »

Paris-Midi, 2-1-30.

La sûreté générale mène grand tapage autour de l'arrestation de trois journalistes italiens antifascistes, dans la demeure desquels quelques cartouches de cheddite furent découvertes. La presse fasciste exulte, salue l'activité de la police française, et dénonce les agissements de banditisme des proscrits. En réalité, les trois journalistes appartiennent par leur origine, leur passé, leur activité et leur milieu au journalisme libéral ou conservateur d'Italie (*Corriere della Sera, Mondo, Tribuna di Roma, Risorgimento*). Leur activité est purement politique, comparable à celle des républicains sous l'Empire. D'abord, elle est spécifiquement italienne, les accusés précisent qu'ils ne songeaient à intervenir que dans la politique de leur pays : il ne s'agit pas de révolutionnaires décidés à servir le prolétariat international et à travailler dans la classe ouvrière de tout pays. Ensuite, elle s'assignait des objectifs situés dans le cadre du régime social établi : il ne s'agit pas de militants qui aspirent à dresser les masses ouvrières italiennes pour abattre le régime politique et social. Action purement italienne. Cela les maintient dans le cadre de la confiance de la démocratie française.

Les versions d'attentat contre la délégation navale ou le palais des nations sont de fantaisistes broderies exploitées par la presse italienne. Le prétendu complot se dégonfle à grande allure : il n'en restera vraisemblablement qu'une histoire de provocation doublée d'une opération de grande envergure. La collusion des polices fasciste et française est déjà établie. Aussi la collusion de leurs indicateurs et de leurs provocateurs. Au reste, les complots éclatent pour les besoins de la cause. L'affaire Garibaldi qui mettait le gouvernement italien et ses provocateurs en fâcheuse posture, fut utilisée par Briand dans un temps où l'Italie se faisait menaçante. Cette fois-ci, au contraire, un gage paraît donné au fascisme à l'heure où le pacte de Locarno méditerranéen est offert à l'Italie et où Tardieu négocie avec Mussolini. Le complot sert le gouvernement italien à l'heure où il entend excepter les politiques de son amnistie et renforcer à l'extérieur et à l'intérieur la répression contre les adversaires de la dictature.

Naturellement, il n'est pas inutile à Tardieu qui justifie ainsi les mesures de persécution auxquelles sont soumis les travailleurs immigrés. Cela permet à la répression de tenir cette population ouvrière à droits réduits à la discrétion de la bourgeoisie française.

D'ailleurs, les perquisitions et les vexations de toute sorte se sont immédiatement déchaînées sur les colonies de proscrits. Le complot passera, mais la police des étrangers maintiendra sur les colonies de travailleurs immigrés son régime brutal et arbitraire.

LA VIE OUVRIÈRE

La lutte pour le relèvement des salaires

La lutte pour l'augmentation des salaires est à l'ordre du jour. L'urgence et la nécessité en sont démontrées par la majoration des tarifs des transports en commun, par celle du gaz et de l'électricité, venant s'ajouter à celle des loyers, par l'application prochaine de la loi des assurances sociales (versement ouvrier obligatoire). C'est l'heure pour la C.G.T.U. de prendre la direction du mouvement revendicatif. L'établissement d'un programme de revendications, clair, précis, accessible à tous, demeure la condition essentielle d'une action efficace. Mais il n'en est pas ainsi. On peut en juger par l'affiche de la 20^e Union régionale collée récemment sur les murs de Paris. L'affiche est tout à fait démonstrative de la confusion qu'entretiennent les dirigeants de la C.G.T.U. C'est à la fois un mélange du charabia des « pléniums » et du style cher aux « six ». On commence par rappeler l'aggravation des conditions d'existence des ouvriers et on réclame l'augmentation générale des salaires, la réduction des heures de travail et on invite les ouvriers à lier leurs revendications avec celles des « prolétaires soldats » pour lesquels on demande des transports gratuits et le relèvement du prêt de 0 fr. 25 à 2 francs. Et finalement on invite les « contribuables », les « usagers », les « ménagères », à manifester partout, à former leurs comités de lutte.

Qu'entend-on par réduction du temps de travail ? Veut-on parler de la journée de sept heures ? L'action pour le respect des huit heures, fréquemment violées, aurait un sens plus sérieux ; mais pour les dirigeants confédéraux, c'est là un mot d'ordre trop fade, insuffisamment « gauche ». On n'indique pas davantage la façon de lier les revendications des ouvriers à celles des soldats ; les promoteurs de cette nouveauté seraient bien empêchés d'y apporter des précisions ; quant aux « comités de lutte », frères des défunts comités d'unité prolétarienne, antifascistes, d'usagers, etc., ils contribuent à obscurcir, une fois de plus, le rôle des syndicats.

Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que les dirigeants de la 20^e Union régionale soient obligés de reconnaître dans une circulaire récente, « les difficultés que rencontrent nos camarades à la base pour traduire publiquement les mots d'ordre de la C.G.T.U., dans la préparation des mouvements eux-mêmes ». On ajoute que « ces difficultés proviennent dans une large mesure de l'incompréhension du contenu de notre plate-forme revendicative par nos camarades de base, les décisions du congrès de la C.G.T.U. n'ayant pas été suffisamment popularisées et expliquées ».

La solution proposée pour parer à ces inconvénients est la réunion de conférences d'information. C'est être prophète à bon compte que de prévoir, pour les dites conférences, de pitoyables résultats.

Une autre condition importante pour une action sérieuse serait un minimum de cohésion des éléments des diverses tendances groupées dans la C.G.T.U., dans la préparation des mouvements eux-mêmes et minoritaires s'épient ; c'est à qui triomphera de l'échec des mouvements dirigés par ses adversaires de tendance. A ce sujet, les majoritaires remportent la palme ; l'exemple des boulangers est probant. En fin de compte, ce n'est pas le succès d'une tendance qui apparaît, mais bien la débâcle de la C. G. T. U.

Objectifs clairs et limités, union dans la lutte des forces de la C.G.T.U., telles apparaissent les conditions indispensables à une action victorieuse pour le relèvement des salaires. — G.

Une recrue du « Cri du Peuple »

Après l'un des « six », Castellaz, c'est au tour de Weber de figurer au *Cri du Peuple*. Weber est ce carriériste-type dont les palinodies avaient écœuré les délégués du dernier congrès confédéral. Il fallait d'après lui, « déculotter devant les ouvriers, les contre-révolutionnaires Engler et Bour ». Chambelland l'avait dédaigneusement renvoyé chez les majoritaires. Aujourd'hui il a dû perdre ses répugnances. Sans doute que Weber doit donner maintenant, des garanties anticommunistes suffisantes exigées au *Cri du Peuple*.

A propos des assurances sociales

Les majoritaires dirigeant la C.G.T.U. ont donné la mesure, qui est grande, de leur insuffisance à propos de la loi sur les assurances sociales. Leur campagne contre le versement ouvrier obligatoire

a été quasi-nulle, et d'un d'entre eux, Faure-Brac, dans le *Travailleur de la métallurgie*, indique que « pour lutter contre la loi, il faut encourager les ouvriers à former leurs caisses primaires... C'est le seul moyen efficace que nous ayons pour l'instant. »

Il n'est besoin que de constater le silence des majoritaires sur les résultats de leur campagne de 48 heures d'adhésion aux caisses gérées par les unitaires, pour mesurer l'étendue de leur échec.

Par contre, les réformistes n'ont pas perdu leur temps. Ni les patrons. Il faut insister particulièrement sur l'entrevue qu'ont eue avec Loucheur (26 décembre), les délégués du fameux Consortium du textile du Nord. Ces messieurs demandaient l'autorisation d'appliquer par leurs seuls moyens la loi des assurances sociales. Un versement de 4 % pouvait obtenir, d'après eux, des résultats plus intéressants que l'Etat avec un versement conjugué de 8 %.

Pour des raisons d'opportunité, Loucheur n'a pas cru devoir retenir le projet du consortium textile. La situation n'est pas mûre.

Nous avons, avec la démarche des patrons du Nord, un exemple typique des moyens par lesquels ces messieurs entendent mettre sous leur contrôle absolu des milliers d'ouvriers. Il serait temps de s'en inquiéter.

La minorité syndicale et le P. O. P.

Un abonné parisien nous écrit :

L'article paru dans le numéro 17 de la *Vérité* et intitulé : « Le réquisitoire est une défense de l'électoratisme », me suggère quelques réflexions. Non que je n'approuve pas l'ensemble de l'article, je l'estime, au contraire, parfaitement acceptable et constituant une critique vraiment sérieuse de la position des « six ». Toutefois, je ferai quelques réserves sur le passage où il est indiqué que la minorité syndicale de la C.G.T.U. est réunie autour des « six ». C'est là, à mon sens, un jugement excessif et par trop sommaire. Que certains éléments de la minorité syndicale accueillent avec allégresse tout ce qui est ennemi du communisme, ça n'est pas douteux ; que d'autres aient participé effectivement à la constitution du parti ouvrier-paysan, comme Deveaux, c'est incontestable. Mais il serait pour le moins difficile de montrer, avec preuves à l'appui, la minorité syndicale comme étant acquise entièrement au parti ouvrier-paysan.

Il est sûr qu'un certain nombre de camarades ayant adopté la plate-forme de l'indépendance du syndicalisme par découragement devant la folle politique des dirigeants du parti, et voulant sauvegarder les organisations syndicales, nous reviendront tôt ou tard. L'opposition communiste pourra faire beaucoup pour les y aider.

Si je considère qu'il faut absolument éviter les appréciations sommaires dont la direction du parti a si souvent donné l'exemple, il est tout à fait sûr, à mon avis, que la *Vérité* aurait dû relever, avec plus de précision et plus d'énergie la position de certains éléments de la minorité. En premier lieu, il aurait fallu souligner l'indulgence singulière dont Monatte a fait preuve vis-à-vis des « six ». Monatte s'étonnait de voir l'opposition communiste ne pas accueillir avec empressement le « renfort » qu'étaient pour elle les « six », qualifiés par lui de « gens sérieux ». De ce « renfort » « sérieusement » social-démocrate nous n'avons que faire ; nous avons plutôt à le combattre.

Il faudrait insister aussi sur le cas des minoritaires des services publics qui ont donné une singulière idée de leur « autonomie syndicale », en conseillant publiquement aux « six » de garder leur mandat.

Notre correspondant a lu trop hâtivement l'article ou tout au moins la partie de l'article qu'il incrimine. Il va de soi que nous n'avons pas voulu dire, ni dit, que toute la minorité était dès maintenant unie au Parti ouvrier-paysan. Mais c'est un fait que ses leaders, ou ont participé directement à la création de ce parti en y jouant un rôle de premier plan, ou lui ont manifesté une sympathie certaine. Il faut bien admettre que s'ils ne sont pas toute la minorité ce sont eux qui parlent et agissent en son nom.

Les dockers de Nantes contre les réformistes

On connaît le triste rôle qu'ont joué les chefs réformistes au cours de la grève des dockers de la Pallice. Sur eux, nul mieux que les dockers de Nantes, il y a quelque temps encore confédérés, ne pou-

voient donner un meilleur jugement. Les réformistes pleurnichaient sur le sort des dockers de Nantes « enlisés dans le marais politique ». Behagel, secrétaire des dockers de Nantes, dans l'organe fédéral, répond ainsi à Messieurs les réformistes :

Non, cent fois non, ce n'est pas avec des gens de votre trempe, qui ont le triste privilège d'avoir œuvré contre les dockers nantais, et cela au cours d'une dure bataille, que les exploités des Ports pourront retourner un jour. Non, si les dockers unitaires se dressent aujourd'hui contre les politiciens de la direction de la C.G.T.U., ils ne retourneront jamais à la Fédération confédérée tant que celle-ci aura dans son sein des hommes de votre espèce. Entrez vous et la C.G.T.U., ils ont définitivement choisi.

Serment de majoritaires

Le 21 décembre, avait lieu le congrès de l'Union syndicale unitaire de la métallurgie parisienne. L'objet en était l'augmentation du taux de la cotisation, qui a été, nous dit l'organe syndical, obtenu « en écrasant littéralement la minorité ». Belle victoire ! C'est surtout dans les usines qu'il faudra faire admettre l'augmentation de la cotisation. Mais les majoritaires ne se sont pas arrêtés là. A propos d'un tableau représentant Lénine offert par les ouvriers russes au syndicat parisien, ils nous apprennent qu'ils « ont sauté avec émotion l'effigie de Lénine et ont juré (sur le tableau) de continuer son œuvre. » Il aurait peut-être mieux valu jurer de renforcer le syndicat, mais là-dessus les chefs majoritaires ne se font pas d'illusions sur leurs capacités.

Les traitements des fonctionnaires

La Fédération réformatrice des fonctionnaires avait abandonné la revendication du traitement de base à 10.800 réclamée depuis 1927. Elle avait finalement accepté le taux de 9.000. Mais ni Chéroux, ni la Chambre, ne l'ont admis. Ils le promettent pour avril 1931. Les confédérés se plaignent qu'on n'ait pas respecté les règles de la « justice élémentaire ». Ils pourront gémir longtemps. L'action énergique, seule, pourrait faire obtenir des résultats et aussi l'entente avec les groupements autonomes et unitaires. Mais les réformistes continuent à geindre et refusent l'action commune. C'est contre eux que les fonctionnaires pourront voir aboutir leurs revendications.

La tradition du Parti et de l'« Humanité »

Le *Cri du Peuple* demande si « la *Vérité* a peur de la vérité ? » Pourquoi donc ? Parce que nous n'avons pas inséré tout au long une lettre que Deveaux nous a envoyée, à propos d'une réunion tenue à Cléchy pour la formation du Parti ouvrier-paysan. En l'absence de compte rendu officiel, nous avons publié une lettre d'un correspondant donnant sur cette réunion les informations qu'il tenait d'un participant, lequel n'avait aucune raison d'être désagréable à Deveaux. Celui-ci nous a écrit pour nous dire qu'il n'avait pas prononcé une phrase qui lui était attribuée par notre correspondant. Nous avons aussitôt enregistré sa déclaration. Il n'en reste pas moins que Deveaux est à la fois secrétaire du Comité pour l'indépendance du syndicalisme et un des principaux animateurs du nouveau parti. Cela nous semble difficilement conciliable avec la tradition du syndicalisme révolutionnaire que le *Cri du Peuple* prétend reprendre. Il se peut que certains minoritaires en soient gênés. Ça les regarde. Mais qu'ils n'essaient pas de passer sur nous leur mauvaise humeur ni de nous accuser d'agir selon la tradition du Parti communiste et de l'*Humanité*. Il y a deux traditions du Parti et de l'*Humanité* : la bonne, qui va jusqu'en 1924 ; c'est celle que nous voulons reprendre. Et il y en a une détestable, celle établie depuis lors, quand Zinoviev, puis Staline ont imposé leurs méthodes à l'Internationale communiste. Cette tradition détestable, Deveaux la connaît bien mieux que nous, puisqu'il a quitté le Parti il y a seulement quelques mois, et nous ne sachons pas qu'il ait jamais protesté contre les pratiques de la direction de Sénard, ni contre les mensonges et le bluff du capitaine Fracasse, ni contre les mesures prises à l'égard de l'opposition, ni demandé l'insertion dans l'*Humanité* des protestations envoyées par nos camarades russes accusés, dans l'*Humanité*, de conspirer contre le régime soviétique avec un ancien officier de Wrangel. — A. B.

LA SEMAINE

Seconde Conférence de La Haye.

La conférence de La Haye poursuit les travaux entamés en 1929 qui fut, selon la bouffonne réponse du président Doumergue au nonce « marqué par des événements qui, dans des domaines différents, témoignent d'une volonté générale de concorde et d'un désir sincère de pourvoir au règlement des problèmes les plus délicats ». En vérité, les impérialismes se trouvent pressés de liquider la guerre pour faire face aux situations nouvelles que leur fait l'économie d'Europe et d'Amérique. Les nations victorieuses marchandent les derniers avantages qu'elles tiennent des traités de rapine de 1919. Mais déjà le problème du rajustement général de l'Europe l'emporte sur l'esprit caduc des traités imposés par les vainqueurs à une Europe dont ils croyaient commander les lois de développement.

Le problème des sanctions qui interviendraient sur les manquements allemands est grossi par la presse des deux pays qui y exerce sa verve chauvine et amuse le tapis. Elle se résoudra dans une hypocrite et conventionnelle dignité. Plus sérieux est le problème des réparations orientales : la Hongrie, l'Autriche et la Bulgarie, font des difficultés pour se plier aux paiements auxquels on veut les contraindre. La Petite Entente a des réclamations à faire valoir sur la Hongrie. Mais la Hongrie réclame les indemnités dues à ses riches propriétaires fonciers pour la réforme agraire opérée en Tchécoslovaquie. On sait que la Tchécoslovaquie fit le sacrifice de cette réforme pour endiguer la vague bolcheviste qui gagnait les paysans de l'Europe centrale. L'Italie appuie les prétentions de la Hongrie. La France est derrière la Yougoslavie, la Tchécoslovaquie et la Roumanie. Les marchands et les clientèles négocient.

Mais le problème qui domine véritablement la conférence est la création de la Banque des règlements internationaux. La Banque se trouve imposée à l'Europe et sera pour la finance américaine, le moyen d'exercer sa prédominance. Elle est imposée au-dessus des nations impérialistes d'une façon qui menace « l'indépendance nationale des Etats », comme s'en inquiète l'Echo de Paris. Cependant, l'Amérique qui, puissante et invisible, a successivement imposé aux querelles européennes le plan Dawes et le plan Young, a par avance réglé, en ce qui la concerne, un mécanisme de versements directs de l'Allemagne.

La délégation française est partie avec fanfaronnerie, armée de la publicitaire bonne humeur de Tardieu, jouer son rôle dans ce concert où les perspectives de la bourgeoisie française apparaissent si réduites.

La comédie des grâces.

Les éléments qui assurent la vie politique de la bourgeoisie et que lient entre eux une solidarité de milieu : journalistes, politiciens, littéraires et autres ont rappelé Daudet que le gouvernement bien-pensant et répressif de Tardieu n'est pas fâché de retrouver. (Au surplus, le pouvoir de Daudet contre ses camarades est bien diminué par son acceptation infamante qui découvre le fond du personnage. Il reste le meneur réactionnaire, toujours bon à prendre.) Par un balancement qu'il ne pouvait éviter, Tardieu devait accorder quelques mesures généreuses à sa gauche. Il s'en est tiré par une impudente provocation : il a grâcié dix militants communistes qui n'avaient plus que quelques jours de prison à subir, après de longs mois de détention (pour quelques-uns dans des cellules de droit commun). Et cela pendant que des dizaines de militants subissent des peines lourdes, ou attendent l'instruction d'un immonde et prétendu « complot ». Seule la liaison profondément établie de la classe prolétarienne et de son avant-garde révolutionnaire peut attacher plus étroitement les masses à leurs militants que la répression peine à les isoler pour les réserver à ses coups. Devant l'odieuse et arrogante répression de Tardieu, le parti actuel peut mesurer l'insuffisance de son attachement aux masses et l'inadaptation de sa politique à leurs besoins. Et la bourgeoisie maintient son appareil d'intimidation et de répression.

Les socialistes et leurs professionnels du journalisme ont voulu étendre à Vaillant-Couturier, avocat et littérateur, les repêchages in-

Le nouveau gouvernement Udrzal et la situation en Tchécoslovaquie

Prague, décembre.

Après six semaines de combinaisons laborieuses, le nouveau gouvernement vient seulement d'être formé. Udrzal, le chef du gouvernement, est un agrarien et son parti, le plus fort, a quatre ministres dans le cabinet. Les autres portefeuilles se répartissent de la façon suivante : social-démocrates 3, socialistes nationaux 3 ; les partis suivants ont chacun un ministre : démocrates nationaux, agrariens allemands, parti industriel tchèque, cléricaux tchèques, social-démocrates allemands. C'est un « sans-parti » qui détient le ministère des finances.

La nouvelle coalition à base socialiste-bourgeoise a une forte majorité. Aussi se nomme-t-elle cabinet de concentration. Les coalitions socialistes à base nationale-bourgeoise et la coalition bourgeoise-internationale ont montré que leurs bases étaient trop étroites. La naissance du nouveau gouvernement fut laborieuse parce que l'ancienne base démocratique ne suffit plus ; sous son aspect de parti libéral, la social-démocratie est chargée de sauver la démocratie bourgeoise. C'est là un signe de faiblesse de la politique bourgeoise. Elle est forcée de confier la défense de ses intérêts à la social-démocratie et celle-ci se charge de calmer les masses excitées par les crises. Sans les réformistes il serait impossible de former un gouvernement parlementaire. Mais le fait que les partis bourgeois ont pu se permettre de se livrer à des discussions pendant six semaines sans que le prolétariat ne dérange leurs idylliques combinaisons, prouve en même temps la force de la bourgeoisie et la faiblesse du parti prolétarien, le parti communiste.

Quelle est la base de la nouvelle formation gouvernementale et quelles sont les perspectives ?

La situation économique est plutôt sombre. L'expansion du capital américain en Europe, les mesures de concentration et de rationalisation aux Etats-Unis (pour vaincre la crise qui y sévit) provoquent des crises en Europe. L'Allemagne et les autres Etats européens, refoulés par le capital américain, renforcent la concurrence en Europe. Le bilan du commerce tchécoslovaque avec l'Allemagne est grandement négatif durant le mois de septembre, le commerce extérieur en général est plus faible que l'année dernière. Ce sont là des faits caractéristiques.

Par rapport à l'année dernière l'exportation a baissé dans les proportions suivantes : le textile de 6 0/0, les objets en cuir de 4 0/0, le sucre de 41 0/0, le bois de 31 0/0, l'argile de 4 0/0, les fruits et les légumes de 27 0/0. On observe aussi d'autres signes de crise. La demande d'argent diminue ainsi que l'activité économique. Les actions industrielles baissent fortement. L'index du commerce de gros est aussi en train de baisser. En plus de la baisse du standard de vie, il faut aussi noter l'affaiblissement de la force de consommation de la population agricole. Dans l'industrie métallurgique il y a des licenciements, de même que dans le bâtiment. La production décroît dans l'industrie chimique, dans celle du

LISEZ

le premier numéro de la nouvelle série de
LA LUTTE DE CLASSES

qui paraît exceptionnellement sur 80 pages, avec un article de Trotsky sur les fautes fondamentales du syndicalisme et une étude de P. Sizoff sur la conférence navale de Londres, etc... — Prix : 2 francs.

45, boulevard de la Villette, Paris-X^e

dividuels, comme celui dont on avait manœuvré pour Daudet. Pour les ouvriers et les soldats frappés, ils les laissent tomber. Mais une manœuvre se dessinait envers Vaillant, que l'on savait disgracié par mesure administrative et que l'on présumait incertain : Vaillant ne put que repousser cette grossière opération. Quant au conseiller Renault, le seul grâcié qui ait une lourde peine à accomplir (comme par hasard), son attitude suffit à caractériser la fermeté révolutionnaire et le dévouement prolétarien du parti des « six ».

bois et du cuir. Les Etats-Unis diminuent leurs commandes dans l'industrie du verre.

Les suites naturelles de cette situation sont : augmentation du chômage, insolvabilité, conflits douaniers.

Le fait que la présidence de la Chambre des députés est confiée aux agrariens, celle du Sénat aux social-démocrates est très significatif. A la première et à la deuxième séance les députés communistes fraîchement élus ont fait une obstruction d'ordre technique. Le gouvernement passa à sa première « action » : tous les députés communistes présents furent exclus pour dix séances et on priva chacun d'eux de ses appointements d'un mois. Il faut regretter que la direction du P. C. tchèque ne réussisse pas à dévoiler, dans des réunions publiques de masses, le sens des actes de violence démocratiques du nouveau gouvernement. Cette lacune est la suite de l'isolement et de l'inconsistance théorique de la direction centriste actuelle du parti.

La rationalisation grandissante, le chômage, les charges fiscales, la concurrence font que des couches de plus en plus larges du prolétariat, des petits employés, des petits paysans et des petits commerçants deviennent accessibles à une politique révolutionnaire. Le parti communiste a pour tâche de diriger le mécontentement des masses dans une voie révolutionnaire, par une politique juste.

Mais la direction du P. C. tchèque n'a pas de perspectives claires.

L'organe central, Rudé Pravo, du 13 décembre publie un appel à toutes les organisations syndicales, politiques, sportives et culturelles du prolétariat, à l'ensemble de la classe ouvrière consciente de la Tchécoslovaquie. Voici ce qu'on y lit :

Le plan quinquennal est un événement tel que l'humanité n'en a pas connu jusqu'à ce jour. Par ce plan le prolétariat russe veut rattraper et dépasser les Etats les plus avancés au point de vue industriel (?), liquider les derniers restes (?) du capitalisme et édifier (?) la société socialiste.

C'est donc par le plan quinquennal que le prolétariat russe va surpasser les pays capitalistes les plus développés. Ce plan quinquennal doit liquider les derniers restes du capitalisme et édifier la société socialiste.

Qu'est-ce qui gêne cette édification idyllique du socialisme ?

Est-ce l'isolement économique ? Est-ce le défaut de la répartition internationale du travail qui exige l'élargissement de la révolution prolétarienne en Europe, les Etats-Unis soviétiques d'Europe ? Pas le moins du monde ! L'appel continue ainsi :

Mais les capitalistes à l'extérieur et à l'intérieur de la Russie soviétique tentent par tous les moyens de rendre impossible la réalisation de ce plan. Ils provoquent le prolétariat russe et son gouvernement et veulent entraîner celui-ci dans des guerres.

Et logiquement l'appel poursuit en exprimant la pensée que si la bourgeoisie ne provoque pas de guerre, le plan quinquennal édifiera le socialisme en Russie.

Cet appel fut signé par seize organisations qui sont sous l'influence communiste et par le bureau central du parti lui-même, pour lequel ont signé : Gottwald, Fried, Schwerma.

Il est difficile d'attendre d'une pareille direction une position marxiste dans les questions de la lutte des masses (une direction courageuse), d'attendre d'elle une préparation à des tournants brusques, une politique syndicale, paysanne et nationale juste, une position juste dans les questions de la démocratie, du fascisme, etc.

La petite bourgeoisie, les paysans moyens, les commerçants et les fonctionnaires sont en train de se prolétarianiser dans les territoires tchèques et allemands, mais surtout en Slovaquie. La classe des prolétaires et des semi-prolétaires grandit. L'exploitation de plus en plus poussée se fait par tous les partis, par les idéologies les plus diverses, dont chacune contient diverses doses du même poison. Les masses mécontentes oscillent entre la démocratie et le fascisme qui contiennent tous les genres de cléricisme, (catholicisme, église réformée, antisémitisme) et du nationalisme (masarykisme, humanisme, pacifisme, réformisme, défense nationale, irrédentisme).

Le communisme doit trouver une issue définitive. Faut de quoi l'Europe restera un foyer de crises convulsives, de misère barbare et de guerres. — H. LENOROVICS.

LE 15 JANVIER 1919 KARL LIEBKNECHT ET ROSA LUXEMBOURG ETAIENT ASSASSINÉS PAR LES SOCIAL-DÉMOCRATES

Dans cette semaine de janvier, en 1919, Rosa Luxembourgeois et Karl Liebknecht ont été assassinés sur les ordres de la social-démocratie allemande. La trahison des Noske et des Scheidemann battait son plein. Le prolétariat révolutionnaire allemand, conduit par les groupes de Spartacus, marchait à la conquête du pouvoir. Liebknecht et Rosa Luxembourgeois étaient parmi leurs chefs les plus courageux, les plus aimés des prolétaires allemands. Au moment où Noske faisait mitrailler les ouvriers révolutionnaires avec les armes que Clemenceau lui avait laissées à cet effet, il faisait aussi assassiner lâchement Rosa Luxembourgeois et Liebknecht. Un guet-apens et deux coups de feu ont suffi.

La révolution allemande perdait avec eux deux de ses têtes les plus précieuses. Le souvenir de leur assassinat est pour nous l'occasion constante de raviver dans notre mémoire leur œuvre et leur dévouement, les crimes ignobles de la social-démocratie, et de profiter des leçons de la révolution allemande.

Liebknecht et Rosa ont été dressés contre la guerre dès la première heure, non en pacifistes, mais en champions de la révolution prolétarienne, en ennemis résolus de l'impérialisme allemand; ils ont dénoncé la trahison de la social-démocratie et l'ont combattue avec acharnement avant de tomber sous ses coups.

Rosa n'était pas seulement la vaillante militante, le cœur et la flamme du communisme allemand naissant, l'indomptable lutteuse, c'était aussi une profonde marxiste.

Durant la chute progressive de la II^e Internationale vers le réformisme, déjà avant la guerre, elle fut un des principaux chefs de la gauche marxiste. Elle polémiqua ardemment contre Bernstein et contre tous les révisionnistes. Elle contribua aussi à démasquer le centrisme, le marxisme livresque de Kautsky. Elle écrivit de nombreuses brochures et articles sur la question des syndicats, de la grève, du parti, et un livre fondamental sur l'impérialisme (1912).

De sérieuses divergences d'opinions l'opposèrent à Lénine et aux fondateurs du bolchévisme. Elle leur reprochait leur « jacobinisme », c'est-à-dire le centralisme et l'absence de démocratie dans leur parti. Le déroulement de l'histoire montra la justesse de la plupart des points de vue des bolchéviks, et Rosa elle-même, dans les derniers mois de son activité, montra une tendance de plus en plus grande à rejoindre les principes fondamentaux qui allaient être ceux de l'Internationale Communiste.

En tant que théoricienne Rosa fut proscrite de l'I. C., particulièrement sous l'influence de Boukharine et de Zinoviev. Au lieu de critiquer honnêtement les erreurs de Rosa, et de profiter de la masse énorme de son enseignement, les sectateurs du « léninisme », après la mort de Lénine, préférèrent nier simplement son œuvre. A tel point qu'aujourd'hui l'I. C. dégénérée, lâchant les bottes de Staline pour son cinquantième anniversaire, en vient à célébrer la mort de Rosa en la trahissant véritablement, en dénaturant absolument sa pensée. « Rosa, disent de récentes thèses, fut à mi-chemin entre le menchévisme et le bolchévisme. » C'est une ineptie. Rosa fut à la gauche de la social-démocratie allemande et polonaise d'avant-guerre, elle fut internationaliste révolutionnaire pendant la guerre, elle fut une marxiste intransigeante dans la théorie — alors que la plupart des chefs de l'I. C. d'aujourd'hui nageaient dans des eaux boueuses, aux alentours du menchévisme.

Là comme ailleurs l'opposition a une tâche à remplir. C'est de rendre à Rosa sa véritable place dans l'esprit du prolétariat, par la publication de ses travaux, l'analyse de son action, la critique intelligente et féconde de ses erreurs.

Pour nous, honorer Rosa Luxembourgeois et Liebknecht, ce ne doit pas être seulement rappeler leur attitude pendant la guerre et leur intransigeance de militants. Il faut aussi connaître leur pensée et leur politique. Pour eux, comme pour Lénine, nous n'adorons pas des icônes; nous précisons les raisons de notre admiration, nous profitons d'un enseignement et d'un exemple, avec l'esprit critique nécessaire.

Berlin, 31 X 18.

Aux ouvriers et aux soldats de l'entente.

Amis, camarades, frères!

Dans le tremblement de la guerre universelle, dans l'écroulement chaotique de la société impérialiste le prolétariat russe a dressé son pouvoir — la République Socialiste des ouvriers, des paysans et des soldats. Malgré la haine, les injures, les calomnies, qu'on y porte c'est le début titanique de la reconstruction sociale de l'univers. Le prolétariat international doit prendre part à cette création — c'est son devoir historique. La révolution russe a pressé le mouvement révolutionnaire du prolétariat universel. La Bulgarie et l'Autriche sont en feu, la révolution allemande s'éveille. Mais des difficultés énormes s'opposent à la victoire du prolétariat allemand. Le peuple allemand est avec nous, le pouvoir des ennemis les plus acharnés de la classe ouvrière est ébranlé, mais ils cherchent toujours à attirer les masses au moyen de mensonges et de fourberies, voulant reculer l'heure de la libération du peuple allemand.

Et ainsi que la politique pillarde et incendiaire de l'impérialisme allemand, et la paix forcée de Brest et de Bouharest ont fortifié l'impérialisme de l'Entente, les souverains allemands veulent utiliser l'attaque de l'Entente contre la Russie Socialiste comme moyen de maintenir leur pouvoir. Guillaume II qui après l'écroulement du zarisme est le représentant de la réaction la plus infame veut prendre prétexte de l'intervention de l'Entente contre la Russie prolétarienne pour entraîner les masses populaires dans une nouvelle guerre. Nous ne permettrons pas que les ennemis lâches et monstrueux du prolétariat universel usent de ce prétexte démagogique. Il est impossible que les prolétaires de l'Entente le permettent.

Déjà nous le savons, vous avez élevé la voix contre les manœuvres de vos gouvernements. Mais le danger augmente de minute en minute. L'effet de l'alliance de l'impérialisme universel se manifeste d'abord contre la République russe.

Telle est la raison de l'appel que je vous adresse.

Le prolétariat mondial ne doit pas laisser s'éteindre le foyer de la révolution socialiste, s'il ne veut pas voir mourir ses espérances et ses forces. La chute de la république russe entraînerait la défaite du prolétariat de tous les pays.

Amis, frères, camarades suivez vos guides!
Vive la Russie des ouvriers, des paysans et des soldats!
Vive la révolution du prolétariat français, anglais, italien et américain!
A bas la guerre, l'exploitation, l'esclavage!
Vive l'affranchissement des prolétaires de tous les pays!

Karl Liebknecht.

En octobre 1918, tous les impérialismes réconciliés déclenchaient une offensive contre la Russie des Soviets, qu'ils avaient hâte d'abattre. Le cliché ci-dessus reproduit le texte de l'appel que Karl Liebknecht lança aux ouvriers et aux soldats de l'entente pour dénoncer cette alliance de l'impérialisme universel.

Les textes publiés ci-dessous sont extraits de ses discours et écrits entre 1914 et 1919.

Contre la guerre.

« Par protestation contre la guerre, contre ceux qui en portent la responsabilité, contre ceux qui la dirigent, contre la politique capitaliste dont elle est sortie, contre les fins capitalistes qu'elle poursuit, contre les projets d'annexion, contre la violation de la neutralité belge et luxembourgeoise, contre la dictature militaire, contre l'abandon des devoirs sociaux et politiques dont se rendent coupables, aujourd'hui encore, gouvernement et classes dirigeantes, — je repousse les crédits de guerre demandés.

(Discours au Reichstag,
2 décembre 1914)

La Révolution russe.

« Lénine et Trostky ne peuvent rien vouloir d'autre que ce que j'ai indiqué dans ma lettre. Plus je pèse leurs actes, plus ils sont clairs à mes yeux, plus je me tranquillise. Plus leur tactique téméraire me paraît riche

de prévoyance, ou plutôt moins imprévoyante, tactique qui, remuant le marais, surtout ici, dégage et purifie l'atmosphère...

« Il faut que Lénine et Trostky affermissent leur autorité, non seulement par une politique de paix (qui ne peut être que paix honorable, internationale et socialiste — ou ne pas être), mais encore par une transformation sociale et économique de grand style, c'est-à-dire : qu'ils réalisent la révolution sociale après la révolution politique. »

(Prison de Luckau,
14 décembre 1917.)

Vers la Révolution allemande.

« L'instant d'agir est venu. Que la République ne soit plus un mensonge, mais une réalité. Aujourd'hui commence la Révolution socialiste qui rayonnera sur le monde entier. Que le Gouvernement d'Ebert Scheidemann soit mis au ban des peuples ! »

(6 janvier 1919.)

EN CHINE

Luttes actuelles et perspectives de l'opposition communiste

Shanghai, le 15 novembre 1929.

Cher camarade Trotsky,

Nous, bolchéviks-léninistes chinois, menons la lutte contre le stalinisme, pour la plate-forme de l'opposition russe depuis une année déjà. La situation dans le Parti n'est pas fameuse. Les rapports entre le Parti et nous sont très mauvais. Nous n'avons appris notre expulsion — cette mesure thermidorienne de la bureaucratie stalinienne — qu'avec beaucoup de retard, par l'intermédiaire des groupes d'opposition des autres pays. Nous avons reçu une lettre indiquant votre adresse et nous vous écrivons aussitôt. L'opposition chinoise vous envoie un vibrant salut bolchevik.

De même que dans les autres pays, le Comité Central du Parti communiste chinois se trouve sous la direction de l'opportuniste stalinien. La ligne politique stalinienne a non seulement subi une défaite dans le passé, mais en subira inévitablement une nouvelle dans l'avenir. Si nous ne réussissons pas à éliminer définitivement le stalinisme du Parti communiste chinois, la révolution chinoise ne pourra pas s'engager dans la voie de la victoire. Nous avons, malheureusement, compris trop tard que c'est l'opposition russe qui représente maintenant le communisme. Dès qu'elle nous fut connue, nous avons publié les documents principaux de l'opposition. Outre cela, nous avons notre propre périodique. Et depuis longtemps nous organisons une fraction centrale de l'opposition chinoise tout entière.

C'est précisément parce que notre travail actif est un danger pour le Comité central opportuniste de notre parti, que ces temps derniers, il a exclu bon nombre d'oppositionnels. Les bureaucrates vont plus loin. Récemment à Canton, ils ont tiré ouvertement sur un camarade qui dirige l'action oppositionnelle dans le bassin du Tché-kiang. Il faut porter cet acte honteux à la connaissance de la classe ouvrière du monde entier, afin que tous les travailleurs se fassent une idée du véritable caractère de l'actuelle bureaucratie opportuniste, qui en est déjà à employer de telles méthodes à l'égard des bolchéviks-oppositionnels ! Mais la terreur contre-révolutionnaire et opportuniste ne pourra pas arrêter notre marche en avant. C'est pourquoi nous militons plus obstinément encore. Finalement, la victoire nous restera.

L'opposition des autres pays nous a fait parvenir des lettres et de la littérature de propagande. Une bonne liaison existe maintenant entre nous.

D'ores et déjà nous avons publié une plate-forme de l'opposition chinoise. Dans la période que traverse actuellement la Chine, toute notre action doit suivre la ligne politique tracée par cette plate-forme.

Les besoins de la situation nous ont obligés à convoquer récemment une conférence nationale de l'opposition. Beaucoup de militants actifs y ont pris part. Toutes les questions importantes en présence desquelles nous nous trouvions ont été discutées.

Nous approuvons entièrement le mot d'ordre de l'Assemblée Constituante.

L'ancien opportuniste du Parti communiste chinois Tchen-Dou-Siou (ex-secrétaire général du Parti) est, comme vous le savez, depuis longtemps exclu. Lui aussi combat le Comité central du Parti. Mais au fond il n'est pas contre Staline. Jusqu'ici, il n'a pas compris le point de vue de l'opposition. Il s'est simplement servi de quelques passages de la plate-forme de l'opposition de gauche contre ses adversaires. Nous avons exigé de Tchen-Dou-Siou : 1° que publiquement il déclare opportuniste la direction stalinienne ; 2° qu'il condamne ouvertement et honnêtement ses fautes opportunistes antérieures et qu'il reconnaisse la justesse de la plate-forme de l'opposition ; 3° qu'il dissolve publiquement sa propre fraction (récemment constituée et numériquement très faible). Il a repoussé nos exigences et il poursuit une action indépendante. Aussi bien, nous considérons que Tchen-Dou-Siou n'a pas rompu avec l'opportuniste. Nous avons décidé de le combattre, comme tout opportuniste.

Certains de nos camarades pensent que l'on peut lancer en Asie le mot d'ordre des Etats-Unis d'Asie. Ce mot d'ordre est-il juste ?

Dans les conditions actuelles de la Chine, le travail est plus difficile que dans les autres pays. Mais la seule issue pour nous est de lutter contre ces difficultés.

Nous estimons que le développement ultérieur et l'affermissement de notre action nécessitent l'orga-

nisation d'une fraction internationale. Quel est votre avis ?

Chaleureux salut bolchevik.

Votre P.

Réponse du camarade Trotsky

Chers camarades,

Le 20 décembre, j'ai reçu votre lettre du 15 novembre ; elle a mis 35 jours de Shanghai à Constantinople. Pour que ma réponse vous parvienne, il faut compter au moins autant. On n'y peut rien : ni la poste aérienne, ni la T.S.F. ne sont encore au service de la cause de l'opposition.

Le plus important dans votre lettre, c'est l'annonce que vous avez publié une plate-forme de l'opposition chinoise. Vous devez immédiatement la traduire au moins dans une langue européenne. Toute l'opposition internationale doit avoir la possibilité de connaître ce document, au plus haut degré important. Je vais attendre votre plate-forme avec la plus grande impatience.

Dans votre lettre vous posez deux questions qui se rattachent à la plate-forme : l'Assemblée Constituante et les Etats-Unis d'Asie. Cette deuxième question est entièrement nouvelle ; je dois remettre ma réponse jusqu'au moment où je pourrai lui consacrer un article spécial. Au sujet de l'Assemblée Constituante je réponds en quelques mots :

La tâche politique du Parti communiste chinois, affaibli et chassé dans l'illégalité, est de mobiliser non seulement les ouvriers mais aussi les larges couches sociales des villes et des campagnes contre la dictature bourgeoiso-militaire. C'est à cela que doit servir le mot d'ordre le plus simple et le plus naturel, dans les conditions actuelles, de l'Assemblée Constituante. Sous ce mot d'ordre, doit se livrer une inlassable agitation, en corrélation avec les autres mots d'ordre de la révolution démocratique : l'aliénation des terres aux paysans pauvres, la journée de huit heures, l'indépendance de la Chine, le droit pour les peuples qui la constituent de disposer d'eux-mêmes.

L'agitation doit être complétée par une propagande qui fasse comprendre, aux couches les plus avancées du prolétariat tout au moins, que la voie qui conduit à l'Assemblée Constituante passe uniquement par l'insurrection contre les usurpateurs militaires et par la prise du pouvoir par les masses populaires.

Le gouvernement qui sortira de la révolution victorieuse des ouvriers et des paysans, ne peut être qu'un gouvernement de dictature du prolétariat, entraînant à sa suite la majorité du peuple exploité et opprimé. Mais il faut comprendre clairement la différence qu'il y a entre la perspective révolutionnaire générale que nous devons inlassablement développer dans des articles et des discours théoriques et de propagande, et le mot d'ordre politique actuel sous lequel nous pouvons, dès aujourd'hui, mobiliser les masses, tout en les opposant en fait au régime de la dictature militaire. Le mot d'ordre de l'Assemblée Constituante constitue ce mot d'ordre politique central.

Cette question est brièvement traitée dans le projet de plate-forme de l'opposition chinoise établi à l'étranger par quelques camarades chinois et étrangers. Mon jeune ami N., je le sais, vous a transmis ce projet. Avec une impatience d'autant plus grande j'attends votre plate-forme afin d'être en mesure de juger, documents en main, s'il y a des divergences entre vous et le camarade N. et si l'existence distincte de deux groupes est justifiée. Jusqu'au moment où j'aurai pris connaissance des faits et des documents, je suis obligé de m'abstenir de formuler un jugement sur cette importante question.

Vous annoncez que les staliniens chinois ont tiré dans les rues de Canton sur un oppositionnel. Aussi monstrueux que soit cet acte, je ne l'estime pas impossible. Dans son « Testament » Lénine accusait personnellement Staline d'avoir tendance à abuser du pouvoir, c'est-à-dire à recourir trop volontiers à la violence. Depuis, ce trait s'est monstrueusement développé dans l'appareil du Parti communiste russe et s'est étendu à l'Internationale communiste.

Il est bien entendu que la dictature du prolétariat est inconcevable sans l'emploi de la force, y compris à l'égard de certaines parties du prolétariat lui-même. Cependant, l'Etat ouvrier a également besoin que la démocratie ouvrière exerce le contrôle

le plus vigilant pour savoir qui emploie la violence, comment et au nom de quoi. Cette question se présente d'une façon tout à fait différente dans les pays bourgeois où le parti révolutionnaire ne constitue qu'une petite minorité de la classe ouvrière et où il est obligé de combattre pour conquérir la majorité. Dans ces conditions, l'emploi de la violence contre des adversaires idéologiques — qui ne sont ni briseurs de grève, ni provocateurs, ni fascistes attaquant par trahison, mais adversaires idéologiques, en comprenant là même d'honnêtes ouvriers social-démocrates — est un crime et une folie qui doivent fatalement se retourner contre le parti révolutionnaire lui-même. Dans la violente lutte que le bolchevisme livra aux narodniki et aux menchéviks au cours des quinze années qui précédèrent la Révolution d'Octobre, il ne fut jamais question d'employer des méthodes de violence physique. Quant à la terreur individuelle, nous, marxistes, l'avons repoussée même à l'égard des satrapes tsaristes. Néanmoins, au cours de ces derniers temps les partis communistes, ou plutôt les gens de leur appareil, recourent de plus en plus souvent au sabotage des réunions et aux autres méthodes d'étouffement mécanique des adversaires, notamment de l'opposition de gauche. Beaucoup de bureaucrates, sont sincèrement convaincus qu'en cela consiste le véritable bolchévisme. Ils se vengent de leur impuissance vis-à-vis de l'Etat capitaliste sur les autres groupes prolétariens et transforment ainsi la police bourgeoise en arbitre entre nous.

Il est même difficile de se faire une idée de la dépravation qu'engendre cette combinaison d'impuissance et de violence. La jeunesse s'habitue de plus en plus à considérer que le poing est une arme plus sûre que l'argument. C'est ainsi que se cultive le cynisme politique qui prépare ou ne peut mieux les individus au passage dans le camp fasciste. Il faut livrer aux méthodes brutales et déloyales du stalinisme une lutte implacable, en les dénonçant dans la presse et dans les meetings et en développant chez les ouvriers la haine et le mépris pour tous ces pseudo-révolutionnaires qui, au lieu de faire appel au cerveau cognent sur les crânes.

Quant au groupe de Tchen-Dou-Siou, je connais suffisamment la politique qu'il fit dans les années de révolution : ce fut la politique de Staline-Boukharine-Martynov, c'est-à-dire dans le fond une politique de menchévisme de droite. Le camarade N... m'a écrit, cependant que Tchen-Dou-Siou, se basant sur l'expérience de la révolution, s'est considérablement rapproché de notre position. Il va sans dire qu'on ne pourrait se s'en féliciter. Or, dans votre lettre, vous contestez catégoriquement l'information du camarade N. Vous prétendez même que Tchen-Dou-Siou ne s'est pas séparé de la politique de Staline qui représente un alliage d'opportuniste et d'aventurisme. Mais une fois de plus, je n'ai pas lu jusqu'ici une seule déclaration-programme de Tchen-Dou-Siou. Je suis donc dans l'impossibilité de me prononcer sur cette question.

Au demeurant, je ne conçois une solidarité de principe dans la question chinoise que sur la base de réponses claires aux questions ci-dessous :

En ce qui concerne la première période de la révolution :

1. Le rôle dirigeant de la bourgeoisie chinoise « nationale » découlait-il du caractère anti-impérialiste de la révolution chinoise (Staline-Boukharine) ?

2. Le mot d'ordre du « bloc des quatre classes » : la grande bourgeoisie, la petite bourgeoisie, la paysannerie et le prolétariat (Staline-Boukharine) fut-il juste, voire même un seul instant ?

3. L'entrée du Parti communiste chinois dans le Kuomintang et l'admission de ce dernier dans l'Internationale communiste (résolution du Bureau politique du Parti communiste russe) étaient-elles admissibles ?

4. Etait-il admissible, dans l'intérêt de la campagne du Nord, de freiner la révolution agraire (directives télégraphiques au nom du Bureau politique du Parti communiste russe) ?

5. Etait-il admissible de renoncer au mot d'ordre des soviets à partir du moment où se développa le large mouvement des ouvriers et des paysans, c'est-à-dire en 1925-1927 (Staline-Boukharine) ?

6. Le mot d'ordre stalinien du Parti « ouvrier-paysan », c'est-à-dire l'ancien mot d'ordre des na-

prodniki russes pour la Chine, était-il un instant acceptable ?

En ce qui concerne la deuxième période :

7. La résolution de l'Internationale communiste, à savoir que l'écrasement du mouvement ouvrier et paysan par le Kuomintang de droite et de gauche signifie une « transition de la révolution à un stade plus élevé » (Staline-Boukharine) était-elle juste ?

8. Dans ces conditions le mot d'ordre de l'insurrection lancé par l'Internationale communiste était-il juste ?

9. La tactique de guerre de partisans préconisée par Kho-Loun et Ye-Tyn au moment du reflux politique des ouvriers et des paysans, tactique approuvée par l'I.C., était-elle juste ?

10. L'organisation par les agents de l'I.C. de l'insurrection de Canton fut-elle juste ?

En ce qui concerne le passé en général :

11. La lutte de l'I.C. en 1924-1927 contre l'opposition dans la question chinoise fut-elle une lutte du léninisme contre le trotskisme ou, au contraire, une lutte du menchévisme contre le bolchévisme ?

12. La lutte de l'I.C. contre l'opposition en 1927-1928 fut-elle une lutte du bolchévisme contre le « liquidationnisme » ou, au contraire, une lutte de l'aventurisme contre le bolchévisme ?

En ce qui concerne l'avenir :

13. Dans les conditions actuelles de contre-révolution victorieuse, la mobilisation des masses chinoises sous des mots d'ordre démocratiques, celui de l'Assemblée Constituante notamment, est-elle nécessaire comme le croit l'opposition, ou y a-t-il lieu de se borner à la propagande abstraite du mot d'ordre des soviets, comme en a décidé l'I.C. ?

14. Le mot d'ordre de la « dictature ouvrière et paysanne » a-t-il encore un contenu révolutionnaire, comme le croit l'I.C., ou au contraire est-il nécessaire de balayer cette formule masquée de Kuomintang en expliquant que la victoire de l'alliance des ouvriers et des paysans ne peut aboutir en Chine qu'à la dictature du prolétariat ?

15. La théorie du socialisme dans un seul pays est-elle applicable à la Chine, ou, au contraire, la révolution chinoise ne peut-elle vaincre et réaliser

pleinement ses tâches qu'en tant que chaînon de la révolution mondiale ?

Telles sont, à mon avis, les principales questions auxquelles la plate-forme de l'opposition chinoise doit nécessairement donner une réponse. Ces questions ont une importance considérable pour toute l'Internationale. L'époque de réaction que traverse actuellement la Chine, comme il en fut toujours dans l'histoire, doit devenir une époque d'approfondissement théorique. Ce qui caractérise maintenant les jeunes révolutionnaires chinois, c'est la passion de comprendre, d'étudier, d'embrasser la question dans son ensemble. La bureaucratie vide d'idées de l'I.C. étouffe la pensée marxiste. Je ne doute pas que, dans la lutte contre la bureaucratie, l'avant-garde chinoise du prolétariat fasse sortir de son sein une pléiade de fermes marxistes qui rendront service à l'Internationale tout entière.

Salut oppositionnel.

L. TROTSKY.

Constantinople, le 22 décembre 1929.

LES LIVRES

P. ISTRATI. — LA RUSSIE NUE. — VERS L'AUTRE FLAMME III (RIEDER, éd.).

Le livre est tout entier dirigé contre ce que l'auteur appelle « la légende soviétique », qu'il démonte pièce par pièce, avec froideur et patience. C'est un recueil de petits faits tous incontestables, découpés dans la presse soviétique officielle. L'ensemble forme un réquisitoire terrible contre les fauteurs superficiels, menteurs ou abusés de la légende soviétique. La Russie nue, dépouillée de ses oripeaux de parade, à l'usage des invités de marque, prolétaires ou bourgeois, se dresse avec toutes ses plaies pour leur demander des comptes.

Entendons-nous. La légende soviétique contre laquelle l'auteur s'acharne et contre laquelle il apporte des faits incontestables comme il est facile d'en glaner dans la presse, est en dernière analyse aussi contre-révolutionnaire que l'autre : la contre-légende bourgeoise antisoviétique. Ceux qui en

sont les auteurs et ceux qui s'y sont laissés prendre ont gravement manqué au sérieux et à l'honnêteté qu'on peut et que l'on doit réclamer aux révolutionnaires. Leurs vues superficielles, leurs mensonges, leur légèreté appellent une réaction chez les prolétaires qu'ils ont abusés, réaction qui ne peut que jeter momentanément les meilleurs ouvriers dans une désunion et un dégoût profond. Par inconscience ils auront travaillé, à une besogne qui, dans ses résultats, est identique, sinon pire que celle des Kéraud et consorts. Leur crime, car c'en est un à l'égard de ses conséquences, c'est d'avoir nourri de mensonges et de fantaisies la conscience des meilleurs ouvriers révolutionnaires.

Mais saper la légende soviétique ne suffit pas à constituer le travail à la fois scientifique et révolutionnaire, c'est-à-dire marxiste, qu'une telle situation appelle. L'auteur fournit des matériaux mais il n'apporte aucune vue. Son analyse microscopique fait saillir les détails et disparaître complètement l'ensemble. D'où vient la Russie soviétique et où va-t-elle ? A ces questions qui sont les questions brûlantes pour tout révolutionnaire, l'auteur ne donne aucune réponse qui fasse corps avec l'ensemble de l'ouvrage. Dans ces conditions, s'il peut marquer un tournant dans la crise, il ne lui apporte aucune solution. C'est un livre qui fournira aux révolutionnaires aussi bien qu'aux contre-révolutionnaires, une documentation livresque, mais où l'on ne trouvera aucune orientation, aucune indication des tendances historiques. Pour nous, nous savons ce qu'est la légende soviétique et nous savons d'autant mieux la combattre que nous remontons à ses responsables. La légende soviétique, c'est l'idéologie de la caste bureaucratique qui, pour se perpétuer dans les privilèges éhontés n'hésite pas à employer l'arme de toutes les castes historiquement rétrogrades : le mensonge. Combattre la légende soviétique, c'est combattre la bureaucratie pour que le prolétariat soviétique, délivré des chaînes qui lui ont été forgées après sa glorieuse révolution, puisse enfin faire apparaître la nudité révolutionnaire soviétique, une nudité de la Révolution dont aucun révolutionnaire n'ait à rougir. — A.A.

LES ÉDITIONS
RIEDER
7, PLACE SAINT-SULPICE - PARIS, VI

EUROPE

LA PREMIÈRE REVUE FRANÇAISE DE CULTURE INTERNATIONALE
paraissant le 15 de chaque mois en fascicules de 152 pages

publiera en 1930

Luc DURTAIN *Extrême-Orient* **Romain ROLLAND** *Gœthe* **Jules ROMAINS** *L'Homme Blanc* **Jean GIONO** *Le Grand Troupeau*
Emmanuel BERL *Troisième Pamphlet* **Jean-Richard BLOCH** *Essai sur le Théâtre* **Jean GIRAUDOUX** *Charles-Louis Philippe*
Charles ANDLER *Vie de Lucien Herr* **Anna SEGHERS** *La Révolution des Pêcheurs* **Jean GUÉHENNO** *Essai sur la Barbarie*

Chaque mois les «Commentaires» de Jean-Richard Bloch et les «Notes de Lectures» de Jean Guéhenno.

CONDITIONS D'ABONNEMENT

Valables jusqu'au 15 janvier 1930

	Un an	Six mois	Un an avec primes
France et Colonies, Belgique et Colonies, Luxembourg.....	48 fr.	26 fr.	60 fr.
Pays ayant adhéré aux tarifs de l'Union Postale Internationale.....	60 fr.	32 fr.	72 fr.
Pays n'ayant pas adhéré aux tarifs de l'Union Postale Internationale.....	65 fr.	35 fr.	72 fr.

Les abonnements annuels à 60 fr. et à 72 fr. donnent droit à 24 fr. de livres à choisir gratuitement dans le catalogue des Editions Rieder.

Envoi d'un numéro spécimen, de la liste des livres à choisir et des conditions détaillées d'abonnement sur simple demande. Les abonnements sont payables par mandat, chèque ou chèque postal (Paris 330-77) adressés aux Editions RIEDER, Paris, 7, Place Saint-Sulpice, 7.

Dans le Parti

La région parisienne d'après le rapport officiel

En vue de la conférence régionale des 1er et 2 février, précédant elle-même la conférence nationale du parti, la région parisienne vient de publier un volumineux rapport qu'un camarade nous a fait parvenir. A cette occasion, rappelons aux camarades du parti qui suivent notre action que nous avons besoin de ces documents (rapports régionaux, rapports de rayons, circulaires, etc.), pour participer, malgré notre exclusion, à la vie du parti, pour apporter le point de vue d'une fraction qui existe organiquement à cause des conditions anormales de fonctionnement du parti. C'est ainsi que pour cette conférence nationale, le Bureau politique avait ouvert une tribune de discussion dans l'*Humanité*, en spécifiant qu'il ne s'agissait pas de discuter les thèses adoptées au VI^e Congrès ou au X^e Plénum, mais la manière de les appliquer. Or, les thèses du X^e Plénum diffèrent de celles du VI^e Congrès, et n'ont jamais été mises en discussion dans le parti, dont tous les adhérents, paraît-il, élaborent la ligne. Cela seul suffirait à justifier l'existence d'un organe comme le nôtre pour élargir les cadres d'une discussion où, d'ailleurs, jusqu'à présent n'a figuré qu'un Galopin du centre.

L'objet de cet article est d'extraire de ce rapport indigeste, que ne liront pas la plupart des membres du parti, les faits les plus saillants, afin de montrer aux camarades la situation dans laquelle se trouve l'organisation, d'après les données de l'appareil, celles qu'on ne publie pas dans l'*Humanité*. Nous reviendrons une autre fois plus amplement sur la ligne politique qui est « tabou »... jusqu'aux prochaines directives de P.C. Les auteurs du rapport sont arrivés à dépasser l'*Humanité* en affirmations catégoriques et absurdes. C'est ainsi que « la crise actuelle (du P.C.) est une crise de rapide croissance révolutionnaire ». Mais tout le rapport contredit pareille appréciation. En voici de courts extraits :

La situation syndicale générale dans la R.P. n'est pas en amélioration. Les effectifs, malgré près de 500 grèves en un an, n'ont pas progressé ; ils auraient même, en fin d'année, tendance à diminuer, si l'on suivait les indices de la prise des timbres de la 20^e Union régionale...

... Les communistes portent la responsabilité des fautes et des faiblesses du mouvement syndical (souligné dans le rapport) (page 52).

Qu'avons-nous réalisé dans le domaine de l'organisation dans les grandes entreprises? Pas grand-chose, malgré les phrases mille fois répétées : « Tournons-nous vers les grandes entreprises, travaillons dans les grandes entreprises. » Dans les usines Citroën, une seule cellule, qui groupe les membres du P.C. des usines du 15^e, malgré qu'il y ait des communistes dans ces usines; pas de cellules à Clichy, Saint-Ouen, Levallois (page 18).

Nous avons dit, au cours d'un examen sévère de notre Comité régional que nous n'avions que très peu de cellules d'entreprises (une dizaine) (page 19).

... (la réunion) du jeudi 5 décembre où toutes les fractions des Conseils syndicaux de la R. P. devaient être représentées et qui ne put se tenir en raison du nombre des présents : 6. Or, cette réunion précédait le Comité général de la 20^e U. R. avec à l'ordre du jour :

a) Plate-forme et luttes revendicatives ;

b) Assurances sociales ;

c) Politique financière et augmentation de la cotisation (page 21).

Comment résoudre cette « crise de rapide croissance révolutionnaire » ? Les dirigeants du P.C. ne s'embarrassent pas à en chercher les véritables causes; les « phrases mille fois répétées », servent une mille et unième fois. On préconise « les Comités d'usine qui doivent être la base naturelle de l'unité de classe par en bas « ??? » Ce doit être les organes qui assument la lutte pour les intérêts économiques. » Dans ces conditions, quel est le rôle des syndicats ?

Là, nous dit le rapport, il faut faire un effort particulier pour y battre les minoritaires. On indique cependant que ce ne doit pas être par « une transposition mécanique des méthodes employées dans le parti, mais le résultat du libre jeu de la démocratie syndicale sur la base de la confiance de la masse des syndiqués acquise dans la discussion et l'action ». Et nous, oppositionnels avons l'audace de dire que la démocratie n'existe pas dans le parti !

Voici les chiffres donnés dans le rapport :

Nombre d'adhérents :

Seine, 3.804 (10 rayons sur 15, dont les plus forts 2e et 4e).

Seine-et-Oise, 2.091.

Oise, 192 (3 rayons sur 5).

Seine-et-Marne, ??

Cellules :

Seine : Pour 11 rayons, 273 cellules, comprenant 64 cellules d'usines (qui ne fonctionnent pas toutes, voir plus haut).

Seine-et-Oise : sur 172 cellules, 3 cellules d'usines, 157 cellules locales, c'est-à-dire 157 sections.

Oise : sur 24 cellules, 4 cellules d'usines.

Aucune donnée sur le nombre de timbres. Le recensement a-t-il été fait sur des renseignements établis avant ou après le 1er août ?

Le tableau de la composition sociale des comités de rayons de la Seine indique la présence de 18 permanents sur 133 membres ; certains rayons en possèdent jusqu'à 5.

Si nous en croyons ce rapport, la qualité ne se trouve pas plus que la quantité : déviations chez les locaux, déviations à l'Arac, déviations chez les réservistes, déviations à l'Union des femmes, etc... Déviations, c'est-à-dire, ou bien que le seul travail effectué est la défense des revendications immédiates, indépendamment de la politique du parti, ou bien le travail ne se fait pas.

Sur le départ des « six » on est très bref. On explique qu'au moment des élections municipales, se préparait le Congrès de Saint-Denis, où « il fallait avant tout battre la droite ». Pendant qu'on effectuait cette splendide opération politique, le « manque de contrôle politique et l'absence d'auto-critique de l'activité municipale empêchèrent l'élimination d'éléments en désaccord ».

Alors, que signifie battre la droite ? Cette droite n'était pourtant pas immatérielle, elle était dans le parti, elle avait agi, parlé ; il semble que pour trouver la droite, avant de songer à la battre, il fallait procéder à un contrôle politique, à une critique sérieuse de toute l'activité du parti, y compris l'activité de ses élus. Les raisons données par la direction pour expliquer sa carence ne valent rien. Elle est responsable de ce qui arrive et de ce qui arrivera encore. En effet, le rapport ne signale aucun partisan des « six », aucune tendance qui regarde vers le P.O.P. Il n'y a donc rien du côté du groupe parlementaire, des municipalités, des membres de l'appareil ? L'avenir nous l'apprendra. Par contre, le rapport signale un « renouveau de gauchisme » contre lequel il faut lutter, car « il diminue l'autorité des directions régionale et centrale ». Ne touchez pas à l'appareil, il est fragile ! Les tendances « gauchistes » se seraient surtout manifestées dans les 8e et 15e rayons. Nous allons ici démasquer le procédé habituel de la direction : rassembler tous les opposants pour déformer la pensée de chacun. L'opposition du 8e rayon sert la direction du parti ; elle est menée par le fameux Pillot, celui qui ne met pas de gants pour marcher sur les pieds des gens. Son ouvriérisme ne l'empêche pas d'être un fonctionnaire depuis bien des années et il participe plus aux luttes entre coleries de la rue La Fayette, qu'à celles du prolétariat contre la bourgeoisie. L'opposition du 15e rayon est une réaction saine contre la direction ; ce sont des ouvriers militant dans un coin très industriel de la banlieue (Puteaux, Nanterre, Courbevoie) et ayant à lutter contre une

A SAINT-OUEN

L'Aube sociale, dans ses deux derniers numéros, dans la rubrique de St-Ouen, a passé des articles provocants (le lundi 6 on a récidivé dans un journal d'usine, le *Bolchévik de la Thomson*), dans l'espoir d'obtenir notre démission, par lassitude, sinon de préparer devant les ouvriers notre expulsion du Parti.

Si l'on a espéré travestir effrontément notre pensée, déformer tout ce que nous disons, tous nos actes, si l'on a pensé nous traîner dans la boue sans aucune réaction de notre part, on s'est largement trompé. C'est là une erreur grossière. De plus, la classe ouvrière a mis sa confiance dans notre parti communiste, le seul parti révolutionnaire. Dans un moment de crise elle risque d'être déçue. Notre traître devant une pareille situation serait nous rendre complice. Nous ne le pouvons pas.

Pour masquer leur impuissance et leur incapacité politique, les dirigeants du sous-rayon de Saint-Ouen ont ouvert le feu contre nous. Les colonnes octroyées dans l'Aube sociale sont remplies de mensonges, d'injures contre ceux qui ont osé dire ce qu'ils pensaient, mais sans muettes sur l'augmentation des transports. Pourtant cette question intéresserait beaucoup plus les ouvriers. Cette action aurait aussi le mérite d'être plus féconde.

Maintenant examinons rapidement la physionomie de la dernière assemblée du sous-rayon. Neuf camarades présents dont un fonctionnaire. Dans une ville qui possède sur son territoire des usines par dizaines : Citroën, Wonder, Alstom, Cirages français, Coupe Hugo, automobiles Fasto, Somua, Luchaire, Quverroir, etc., une assemblée générale du sous-rayon ne peut réunir que 9 camarades. Pour les militants actifs du Parti, la discussion est superficielle, vive le travail pratique et mécanique. Malheureusement le Parti communiste n'a que des forces ridiculement faibles. Le secrétaire est obligé de constater que nos organisations se meurent d'anémie. Pour lui, la cause est le manque d'organisation. Il signale aussi que dans presque toutes les cellules il a fallu combattre des minorités. Le remède proposé à cet état de choses, c'est « un appel au travail pratique et un plan de travail mécanique ».

La discussion est ouverte, mais le silence continue de régner. Nous exposons alors notre point de vue. Cela anime les débats. Nous attirons l'attention des camarades sur le malaise qui est surtout d'ordre politique. Cette première séance est levée au milieu d'une grande agitation et des menaces du secrétaire. Une deuxième séance a lieu le jeudi : 12 présents, dont la majorité n'étaient pas présents le dimanche. Composition sociale : 2 fonctionnaires, 2 commerçants. Après lecture du procès-verbal et des résolutions, 2 camarades émettent des protestations et leurs critiques. Au vote ils s'abstiennent devant les 2 résolutions en présence. La peur de voir ouvrir sur leurs têtes les éclats du torrent d'épithètes choisies retient beaucoup de camarades qui hésitent à préciser leur pensée. Ces assemblées n'ont pu apporter un remède au mal qui ronge notre sous-rayon et notre Parti. — PHILADELPHIE.

société-démocratie possédant une base ouvrière locale qui n'est pas à négliger.

« Il y a un renouveau de gauchisme », déclare la direction, l'article qui nous est consacré dans les *Cahiers* nous qualifie de pseudo-gauche. Cela veut dire que nos efforts commencent à donner des résultats. La direction du P.C. peut-être sûre que nous continuerons de plus belle.

MARC-A. ALDANOV

9 THERMIDOR

roman

Le « 9 Thermidor » est le premier tableau d'une grande fresque englobant trente ans de la période la plus tragique de l'histoire européenne, de la Terreur à la mort de Napoléon. On n'avait jamais rien fait d'aussi vaste depuis « Guerre et Paix ». C'est toute la Révolution française rafraîchie en quelque sorte dans le bain de sang de la Révolution russe.

— ANDRÉ PIERRE. « l'Europe Nouvelle »

1 vol. : 15 fr.

EDITIONS VICTOR ATTINGER - PARIS

LA CRISE DE LA FÉDÉRATION DE L'ENSEIGNEMENT

L'entrée dans l'opposition confédérale de la Fédération de l'Enseignement a été pour beaucoup une surprise, et l'attention toute spéciale apportée par la *Vie Ouvrière* et Jean Brécot à cet événement en atteste la particulière importance. Le cours nouveau de la C. G. T. U., imprimé par le 10^e Plénum du C. E. de l'I. C. au congrès de septembre, cette anomalie de la proclamation du rôle dirigeant du Parti par des assises syndicales, ont renforcé l'attitude présente de la Fédération mais ne l'ont pas créée. Ils l'ont rendue plus aiguë, plus profonde, mais elle se fût produite malgré cela.

La Fédération a mis debout, en 1920, l'Internationale des travailleurs de l'enseignement, qui est actuellement dirigée par un triumvirat composé du secrétaire général Vernochet, personnage purement décoratif, d'Apletine, tout à la fois secrétaire de la fédération panrusse, représentant de l'I.S.R., censeur de l'I.T.E., et de Cogniot, bolchévisateur impénitent, homme-lige du précédent. Cet agrégé de philosophie, qui ne connaît du syndicalisme que ce que lui en ont appris les livres, brûlant du désir de donner des gages à son Mécène, éreinta soigneusement en août 1928, durant un séjour à Moscou, la Fédération française.

La fraction de l'I. S. R. et l'I. C. s'inquiétèrent de la soi-disant faiblesse de ce groupement et elles rédigèrent à son adresse un long message signalant ses lacunes : les Jeunes instituteurs n'étaient pas défendus, les institutrices étaient négligées, le Syndicat national (organisation confédérée) n'était pas noyauté avec assez de vigueur. Ces critiques étaient d'autant plus ridicules que toutes les revendications des Jeunes se trouvaient inscrites au cahier de la Fédération, que l'égalité des traitements entre instituteurs et institutrices est en grande partie son œuvre, que nulle organisation ouvrière n'a plus fait qu'elle pour saisir l'ensemble de la corporation des problèmes qui la concernent. Mais déjà, dans l'I. S. R., l'idée du remplacement des militants « fatigués », « vieilliss », par des militants plus jeunes était ancrée que devaient renforcer, par la suite, deux incidents fort significatifs.

Depuis deux ans, la Fédération a édité un manuel d'histoire qui subit une singulière infortune. Bien qu'il ait été proposé par de nombreuses conférences pédagogiques cantonales pour être inscrit sur les listes départementales de livres, il est impitoyablement boycotté par les commissions chargées de ce soin ou par les recteurs d'académie qui annulent les inscriptions prononcées. Les inspecteurs lui reprochent la trop grande place qu'il consacre au travail et aux travailleurs, ainsi que sa sympathie pour les efforts de libération du peuple à travers les âges et son impartialité vis-à-vis du problème de la lutte de classes. Pour eux c'est un manuel révolutionnaire qu'il faut impitoyablement proscrire des écoles.

La *Vie Ouvrière* et l'*Humanité* l'ont, à de multiples reprises, annoncé avec éloge jusqu'au jour où les graves pédagogues des Jeunes Communistes — qui ont à leur actif cet essai inepte de pédagogie communiste enfantine, le *Jeune Camarade* — en prononcèrent la condamnation. Certes, ils étaient bien incapables d'en critiquer le fond, d'opposer une méthode à la sienne, mais ils en épinglèrent quelques faiblesses, trois ou quatre — que nous avons remarquées bien longtemps avant eux et que nous nous étions promis de corriger — et ils jetèrent, sans scrupule, sur le manuel, l'interdit communiste. Ils ne confièrent pas leurs critiques aux communistes de la Fédération dont ils avaient apprécié la valeur avec leur jauge révolutionnaire. Docile, le parti leur emboîta le pas et l'ordre fut donné aux organes régionaux de faire le silence sur le manuel hétérodoxe.

De nos rangs, qui jusqu'alors avaient été unanimes dans sa défense élogieuse, des voix discordantes se firent entendre. Ceux qui n'ont de boussole que celle du 120 de la rue Lafayette, ceux qui se tâtent vingt fois par jour pour se rendre compte s'ils n'ont pas perdu le fil d'Ariane de la ligne, ceux qui ne savent et qui ne veulent être que les échos des augures, eurent comme une illumination. La vérité se montrait

enfin, à leurs yeux trop longtemps abusés, dans son aveuglante nudité : ce manuel est un compromis, il pêche par son démocratisme, il est plus dangereux que les manuels chauvins, franchement réactionnaires (sic). Et, stylés par Cogniot, les 100 pour 100 de la Seine (qui groupent dans ce département, au syndicat unitaire, 1/100 du personnel primaire) offrirent des cierges aux J. C. dont ils se firent, à Besançon, les porte-parole.

Ces radicalisés trépidants et intégraux tentèrent en outre une autre opération au sujet des incidents de Quimper. Les élèves de l'école normale de garçons de cette ville furent congédiés en juin, à cause de leurs protestations contre les brimades dont ils étaient l'objet. Trois organisations participèrent à leur défense : l'Union Générale des étudiants de l'enseignement, groupement présyndical, l'I. T. E. dont la première fait bizarrement partie au titre de sympathisante, et le syndicat unitaire du Finistère.

Si celui-ci méconnut au début l'esprit de combativité des normaliens, celles-là le surestimèrent et voulurent coûte que coûte relayer leur protestation à de « larges perspectives » : au mouvement du 1^{er} août, à la défense de l'U. R. S. S., à la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile. Les élèves furent rappelés à la fin de juin pour apprendre que dix d'entre eux étaient exclus et quatre transférés dans d'autres écoles normales. L'énormité de ces sanctions les indigna et, à 70, ils sortirent de l'école. Mais le mouvement n'était plus unanime ; plusieurs n'avaient pas suivi, une forte minorité inclinait vers la rentrée. Celle-ci fut décidée le lendemain.

C'est alors que parut dans l'*Humanité* un article tressant des fleurs à l'U. G. E. E. et à l'I. T. E. et une couronne d'épines au syndicat du Finistère dont le « sinistre état-major » était composé de briseurs de grève, de parfaits « agents de la bourgeoisie ». Dans la *Vie Ouvrière* un autre article, rédigé par un camarade qui le fit signer d'un autre nom que le sien, reprit, mais avec plus de modération, les mêmes basses attaques.

Le congrès de Besançon eut à connaître de ces incidents. Il ne couvrit pas les fautes du syndicat du Finistère, mais il ne s'associa pas aux injures de ses adversaires. Et on ne lui pardonna pas cette indépendance de pensée. Les militants de la majorité (Aulas, Bouet, Dommanget, Rollo) servirent de cible aux traits empoisonnés de Monmousseau et de Cogniot. Le premier ne connaissait du congrès que ce que lui en avaient appris les comptes-rendus falsifiés de l'*Humanité* : il en savait assez pour manier la férule. Le second fit voter par le C. E. de l'I. T. E. un blâme ouvert au syndicat du Finistère et une sermonne déguisée à la Fédération.

Des renseignements qui nous sont parvenus de cette réunion nous ont en outre appris que les communistes qui y assistaient voulurent obtenir d'Aulas la promesse de partir en guerre immédiate — moins d'un mois après Besançon ! — contre les décisions qui y avaient été adoptées. C'est à cette réunion que le secrétaire décoratif de l'I. T. E. pondit cette perle : « Du jour où la Fédération se sera débarrassée de ses militants « vieilliss » les Jeunes y accourront en foule : 1.500 attendent anxieusement ce adressement pour y prendre place. »

La crise s'accrut par la suite. En vain certains militants, qui ne pouvaient se résoudre à quitter ou à se faire exclure d'un parti qu'ils avaient contribué à fonder mais qui ne pouvaient non plus absoudre ses folies, essayèrent de lui représenter la nocivité d'une telle politique : ils se heurtèrent à un mur. Ils adressèrent inutilement un appel analogue à la C. G. T. U. : la fraction dirigeante avait parlé, la Centrale syndicale ne pouvait qu'acquiescer.

Jean Brécot, Claveri et Gitton n'ont nullement besoin de lire un livre pour le commenter ni d'étudier une grève pour en dégager des leçons.

Les éléments de la crise étaient ainsi rassemblés quand se réunit le congrès confédéral. Ses travaux, ses résolutions la mûrirent et la firent éclater.

UN INSTITUTEUR SYNDIQUE.

(A suivre.)

La mauvaise humeur d'un collaborateur de la « Vie Ouvrière »

Dans son article sur le krach boursier de New-York, Ariat avait pris à partie l'explication peu marxiste qu'en avait donné Achelin dans un article de la *Vie Ouvrière*. Ceci me valut une lettre où Achelin, fort irrité, accusait Ariat de n'avoir lu ni son article ni Marx et qu'il terminait ainsi :

Je n'espère pas, mon cher Frank, que cette lettre vous convaincre de votre légèreté inqualifiable. Mais crois-moi, L.D. Trotsky avait parfaitement raison quand il écrivit il y a quelques 3 ans, que le mensonge a une fonction sociale, quand, plus récemment il vous écrivit que le beau mot de « Vérité » est souvent galvaudé.

Sans acrimonie comme sans espérance d'une quelconque rectification, je te prie de croire que cette lettre est simplement inspirée par le souci de rétablir la vérité.

Sur ce, je lui répondis qu'il était inutile de se mettre en colère, que je transmettais sa lettre à Ariat et qu'elle serait insérée dans la *Vérité* avec une réponse de celui-ci. Immédiatement Achelin m'écrivit :

Je vous défends absolument d'insérer ma lettre avec ou sans réponse d'Ariat. Défense que je n'ai pas les moyens de faire respecter, certes, mais qui doit vous engager.

En outre Achelin niait avoir agi par colère, ce qui ne semble pas justifié par la retraite qu'il effectuait. Nous n'aurions pas insisté, non pour faire plaisir au collaborateur de la *V.O.* qui nous accusait de galvauder la vérité, mais parce que notre journal n'a pas tant de place et a bien autre chose à publier. Mais Achelin n'a pas cru devoir se tenir tranquille et dans son dernier article paru dans la *V.O.*, il nous met en cause d'une façon qu'il croit bien habile, mais qui est bien peu courageuse, car il ne nous cite pas. Son article commence par rappeler ce qu'il sait pour quoi, son étude sur le krach de New-York et après avoir traité de l'industrie métallurgique européenne, il termine ainsi :

A nous d'observer la situation et de remplir les tâches révolutionnaires qui nous incombent, en passant sur le ventre des réformistes et des lâcheurs de tout acabit.

Les « lâcheurs de tout acabit », c'est pour nous, mais Achelin se trompe s'il croit que nous allons le lâcher sans quelques explications. Pourquoi Achelin après nous avoir mis au défi de « rectifier » notre article, nous défend-il de publier sa lettre ? Pourquoi est-il en cette occasion un « lâcheur » de je ne sais quel acabit ? S'il est sûr de son point de vue, pourquoi refuse-t-il de discuter avec nous et se livre-t-il à quelques pointes que personne ne comprendrait sans nos éclaircissements ? Une explication me semble plausible : c'est qu'Achelin, secrétaire d'une région du parti, ne tient pas à engager une conversation avec le bureau politique ou une commission de contrôle concernant ses rapports avec des membres de l'opposition. Si cette explication n'est pas la bonne, tu me l'écriras, Achelin.

En tout cas, tu n'as pas l'air de bien connaître la *Vérité* et l'opposition de gauche. Nous n'avons pas lu Marx ? Mais dis-nous donc un peu si c'est dans Marx que Staline a trouvé sa théorie du socialisme dans un seul pays ? As-tu lu le programme de l'I. C. et pourrais-tu nous dire si cette théorie de l'éducation du socialisme dans la seule Russie, ou dans la seule Turquie si nous en croyons Karakhan, trouve sa justification dans le marxisme ?

Et puis que signifie cette accusation de mensonge portée contre nous ? Tu serais bien embarrassé pour la préciser en épluchant tous nos numéros. Et tu ne lis donc pas la *V.O.* ? Les Brécot, Laforge et autres Gitton n'y galvaudent certainement pas la vérité et le mensonge venant d'eux n'a pas de fonction sociale. S'il te faut quelques exemples, nous sommes à la disposition et en outre nous t'engageons à demander à la direction du journal auquel tu collabores à rectifier ses mensonges les plus éhontés. Inutile d'insister.

L'appareil, auquel tu appartiens depuis peu, est un milieu dangereux. Aujourd'hui, bien que tu l'en défendes, c'est la mauvaise humeur qui t'inspire ; demain, si tu n'y prends garde, ce sera la mauvaise foi. — P. FRANK.

Le Gérant : P. FRANK.



Imprimerie SFIC
10, cité Nys, Paris-XI (Ménil) : 73-26